**TROISIÈME RÉUNION SPÉCIALISÉ DU CIDI** OEA/Ser.W/XII.4.3

**DES** **HAUTS FONCTIONNAIRES CHARGÉS** CIDI/RECOOP-III/doc.8/22 rev.1

**DE LA COOPÉRATION** 26 janvier 2022

2 et 3 décembre 2021 Original: espagnol

Washington, D.C. (États-Unis d'Amérique)

RÉUNION VIRTUELLE

**RAPPORT FINAL DE LA TROISIÈME RÉUNION SPÉCIALISÉE DES HAUTS**

 **FONCTIONNAIRES CHARGÉS DE LA COOPÉRATION**

(Élaboré par la Section de la coopération technique,

Secrétariat exécutif au développement intégré)

RAPPORT FINAL DE LA TROISIÈME RÉUNION SPÉCIALISÉE DES HAUTS
FONCTIONNAIRES CHARGÉS DE LA COOPÉRATION

1. **CONTEXTE**

Le 29 juin 2021, le Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI) de l'Organisation des États Américains (OEA) a convoqué la Troisième Réunion spécialisée des hauts fonctionnaires chargés de la coopération, programmée pour être tenue, en mode virtuel, les 2 et 3 décembre 2021.

Dans la résolution par laquelle la réunion a été convoquée (CIDI/RES. 350), le CIDI a reconnu le besoin urgent d'intensifier la coopération internationale à un moment où la pandémie de COVID-19 pose des défis sans précédent. L'ampleur de la tâche qu'implique le relèvement « dépasse la capacité de tout pays ou gouvernement agissant seul », est-il noté dans la résolution.

L'objectif de la réunion était de proposer des solutions pratiques pour aider les États membres à faire face à la situation actuelle, comme le reflète le thème, *« La coopération et les partenariats en tant que moteurs du relèvement socio-économique après la COVID-19 dans la région »*

Un projet de document de réflexion diffusé début juin explique que l'idée est d'échanger des connaissances, des outils et de bonnes pratiques afin de tirer parti des capacités d'un large éventail d'acteurs du développement, tels que les États membres et les observateurs permanents de l'OEA, le secteur privé, les milieux universitaires, les organismes internationaux de développement, les institutions financières et d'autres partenaires. En tant qu'intermédiaire désintéressé et expérimenté, le Secrétariat exécutif au développement intégré (SEDI) de l'OEA servirait de cadre efficace de concertation, par le biais de son Agence interaméricaine pour la coopération et le développement (AICD), qui est bien placée pour mettre en œuvre et étendre les mécanismes de coopération en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Ces dernières années, les autorités de la région en matière de coopération ont jeté les bases de partenariats solides pour le développement, y compris lors de leur dernière réunion de haut niveau en 2018 ainsi que lors d'une réunion technique l'année suivante. La stratégie de partenariat de l'OEA/SEDI, élaborée en 2019, a renforcé la capacité à collaborer avec des acteurs non gouvernementaux et multilatéraux afin de trouver des solutions créatives à certains des défis sociaux, économiques et environnementaux les plus pressants de la région.

La Troisième Réunion spécialisée des hauts fonctionnaires chargés de la coopération s’est déroulée les 2 et 3 décembre 2021 en mode virtuel en deux demi-journées. Elle a réuni plus de 230 participants de 30 États membres de l'OEA, y compris des ministres, des hauts fonctionnaires chargés de la coopération, des ambassadeurs et d'autres représentants, ainsi que des partenaires de différents secteurs.

Au cours de la première journée, des représentants de plus de 20 États membres de l'OEA ont pris la parole et ont exposé certains des domaines prioritaires dans lesquels leurs pays ont besoin d'un appui pour se relever des impacts socio-économiques actuels de la pandémie. Point tout aussi important, ils ont identifié des domaines concrets dans lesquels ils ont mis en œuvre des stratégies réussies et dans lesquels ils pourraient partager leur expertise et leur assistance avec d'autres pays. Certains pays, en particulier les États-Unis et le Brésil, ont offert de nouvelles contributions financières destinés à soutenir des initiatives de coopération dans la région.

La deuxième journée a donné lieu à des exposés présentés par plusieurs États observateurs permanents près l'OEA, ainsi que par 25 partenaires stratégiques. Ils ont exposé certaines de leurs priorités dans la région et ont souligné les domaines dans lesquels ils voient un potentiel de collaboration avec l'OEA/SEDI.

Cet échange productif d'informations, associé aux offres concrètes de coopération faites par les États membres et les partenaires extérieurs, sera utile à la région, en 2022 et au-delà, dans la mesure où l’OEA/SEDI travaille avec les États membres pour surmonter les revers entraînés par la pandémie de COVID-19.

La liste finale des documents est disponible sous la cote [CIDI/RECOOP-III/doc. /211](https://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=XII.4.3%20CIDI/RECOOP/III/doc.%20&classNum=1&lang=t) et peut être consultée à partir du lien suivant : <https://www.oas.org/ext/es/desarrollo/cooperanet/Autoridades-de-Cooperacion/Reuniones-de-Autoridades>.

1. **PARTICIPANTS**

Les délégations des 30 États membres de l'OEA ci-après ont participé à la réunion virtuelle : Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Dominique, El Salvador, Équateur, États-Unis, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Vincent-et-Grenadines, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago, et Uruguay. Des représentants de quatre États observateurs permanents de l'OEA - l'Espagne, la France, l'Italie et la Suède - figuraient également au nombre des participants.

La réunion a rassemblé un grand nombre de partenaires de l'OEA/SEDI, y compris, entre autres, des représentants de fondations philanthropiques, d'organisations régionales et internationales, du secteur privé, d'universités. L'OEA/SEDI remercie tous ceux qui ont pris le temps de participer aux deux demi-journées d'exposés et de discussions, à partir de plusieurs fuseaux horaires. La liste finale des participants, y compris les délégations des États membres officiellement accréditées et les intervenants invités, est disponible sous la cote [CIDI/RECOOP-III/doc.7/21](https://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=XII.4.3%20CIDI/RECOOP/III/doc.%20&classNum=7&lang=t).

1. **DÉROULEMENT**
2. **Séance d’ouverture**

L'Ambassadrice Luz Elena Baños Rivas, Représentante permanente du Mexique près l'OEA et Présidente provisoire de la réunion, a brièvement souhaité la bienvenue aux participants et a indiqué que cela a été un honneur pour le Mexique de diriger le Conseil d'administration de l'AICD au cours des trois dernières années. Elle a ensuite présenté la nouvelle Présidente du Conseil d'administration de l'AICD, Karla de Palma, Directrice générale de l'Agence présidentielle salvadorienne de coopération internationale (ESCO), qui a fait part de ses observations liminaires.

Mme de Palma a présenté le contexte général de la réunion, décrivant la situation socio-économique actuelle de la région sans détour. La pandémie de COVID-19, a-t-elle dit, a anéanti des décennies de progrès en matière de réduction de la pauvreté, de soins de santé et d'éducation, avec des incidences disproportionnées sur les plus pauvres et les plus vulnérables dans les Amériques et dans le monde entier.

Pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, la pandémie est arrivée à un moment où ils étaient déjà faibles sur le plan économique : de 2010 à 2019, dans la décennie qui a suivi la crise financière mondiale, la croissance du PIB régional est passée de 6 % à 0,2 %. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le PIB global de la région a reculé d'environ 7,7 % en 2020.

Même si certains pays disposaient des ressources budgétaires et avaient mis en place des politiques pour répondre efficacement à la crise de COVID-19, la plupart des pays ont subi de graves conséquences économiques, a déclaré Mme de Palma. Citant les chiffres de la CEPALC, elle a indiqué qu'on estimait à 209 millions le nombre de personnes vivant dans la pauvreté à la fin de 2020 (33,7 % de la population de la région), soit une augmentation de 22 millions par rapport à l'année précédente. Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue a été estimé à 78 millions (12,5 % de la population), soit une augmentation de 8 millions par rapport à 2019. L'inégalité des revenus s'est également accentuée, notamment en raison de l'impact de la pandémie sur les travailleurs à faible revenu dans des secteurs qui nécessitent un contact important avec le public.

Dans ce contexte, a souligné Mme de Palma, il est plus important que jamais que les pays recherchent de nouvelles formes de coopération et de partenariat, qui puissent contribuer à la tâche urgente de relèvement économique. La crise de COVID-19 a obligé les pays à innover, a-t-elle déclaré, ajoutant que la coopération internationale sera essentielle pour les aider à devenir encore plus résilients.

La Secrétaire exécutive au développement intégré (SEDI) de l'OEA, Kim Osborne, a abondé dans le même sens dans ses observations liminaires. La crise de COVID-19, a-t-elle dit, a donné aux pays une nouvelle occasion de repenser et d'adapter leurs approches de la coopération afin de parvenir à des résultats résilients, durables et inclusifs en matière de développement.

La Secrétaire exécutive, qui a souhaité la bienvenue aux participants, au nom du Secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, a rappelé la tradition de *cooperación solidaria* (partenariat pour le développement) qui caractérise depuis longtemps le travail de l'OEA en matière de promotion du développement, soulignant le principe selon lequel tous les pays membres, grands et petits, peuvent apporter une valeur ajoutée à la coopération régionale. L'état de vulnérabilité accrue de la région appelle aujourd'hui les pays à intensifier ce sens de solidarité et à déployer des stratégies créatives afin de renforcer la protection sociale et de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Mme Osborne a souligné la nécessité d'ancrer fermement les solutions de développement dans les objectifs de développement durable (ODD), le plan directeur adopté par les Nations unies en 2015 pour parvenir à un avenir plus durable pour tous d'ici 2030. Bien que l'Amérique latine et les Caraïbes aient progressé dans la réalisation des 17 ODD, la région était encore loin du but à la fin de 2019 et la pandémie a encore fait dérailler les progrès, a déclaré Mme Osborne. Dans le contexte de la réunion du CIDI, elle a souligné l'importance de l'ODD 17, qui appelle à forger des partenariats pour la réalisation de l’ensemble des objectifs de développement durable.

Ces dernières décennies, la région a bénéficié de différentes formes de coopération, non pas seulement de la modalité traditionnelle axée sur la relation donateur-bénéficiaire, mais aussi de la coopération Sud-Sud entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de la coopération triangulaire, dans laquelle plusieurs acteurs travaillent ensemble à l'atteinte d’un objectif particulier. Ces types d'accord de coopération continueront à jouer un rôle central au-delà de la COVID-19, a déclaré Mme Osborne, dans un contexte où les pays cherchent à faire progresser leur relèvement économique et à se remettre sur la voie de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l’horizon 2030, ainsi qu'à renforcer leur résilience pour se préparer aux chocs futurs.

En travaillant en partenariat les uns avec les autres et avec les organismes de développement, le secteur privé, les milieux universitaires, la société civile et d'autres secteurs, les États membres de l'OEA peuvent atteindre des objectifs communs et renforcer les valeurs partagées. Ils peuvent relever non seulement le défi de la croissance économique, mais aussi s’attaquer aux multiples dimensions du développement durable, notamment l'inclusion sociale et la durabilité environnementale, a déclaré la Secrétaire exécutive du SEDI.

En sa qualité d'organe de l'OEA chargé du développement, le SEDI vise à transformer le dialogue en progrès tangibles, à forger un consensus, à identifier des solutions, et à promouvoir des partenariats afin d’obtenir des résultats concrets en matière de développement. Cette réunion, a déclaré Mme Osborne aux participants, sera l'occasion d'examiner les voies et moyens de mobiliser davantage la puissance de la coopération en ces temps difficiles pour la région.

1. **Première séance plénière**

Cette séance a débuté par l'approbation des documents de la Troisième Réunion spécialisée des hauts fonctionnaires chargés de coopération, suivie de l'élection de la présidence de la réunion. Le Panama a proposé la Présidente du Conseil d'administration de l'AICD, Karla de Palma, d’El Salvador, pour présider la réunion, la République dominicaine a appuyé la proposition, et l'élection a eu lieu par acclamation.

En assumant la direction de la réunion, Mme de Palma a salué les autres États membres siégeant actuellement au Conseil d'administration de l'AICD : les États-Unis en tant que Vice-président, ainsi que l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Honduras, le Mexique, le Pérou et Saint-Vincent-et-Grenadines en tant que membres.

La Secrétaire exécutive de l'OEA/SEDI, Kim Osborne, a ensuite présenté un rapport complet sur les travaux réalisés par le SEDI au cours de la période 2019-2021. L’exposé a commencé par une vidéo soulignant certaines des modalités par lesquelles le SEDI a répondu aux défis sans précédent posés par la pandémie. Le SEDI a adopté une approche à trois volets axée sur l'ajustement de son portefeuille de projets en cours d’exécution, l'examen de nouveaux projets visant à répondre aux besoins émergents, et l'élargissement des partenariats multisectoriels.

On trouvera ci-après quelques-unes des mesures concrètes prises par le SEDI pour aider les États membres à répondre à la situation causée par la COVID-19 en 2020 :

* Le Réseau interaméricain de compétitivité (RIAC) a lancé une plateforme d'accélération des idées et a partagé quelque 250 outils, solutions et plans de relèvement.
* Le Réseau interaméricain de l’administration dans le domaine du travail (RIAL) a publié un portefeuille de plus de 420 mesures prises par les ministères du travail de la région dans le but de protéger les travailleurs, l'emploi et les revenus pendant la pandémie.
* Par le biais d'une série intitulée « Teaching STEM in Quarantine », (Enseigner les STIM en situation de quarantaine), le Réseau interaméricain de formation des enseignants (RIED) a fourni à 117 000 enseignants des outils pour continuer à faire progresser l'enseignement de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.
* Des initiatives telles que la plateforme « Education in Times of Change » (l'éducation en période de changement) ont offert des outils supplémentaires pour l'enseignement en mode virtuelle et ont permis aux ministères de partager des stratégies, des mesures et des solutions.
* Le Comité interaméricain des ports (CIP) a partagé des pratiques exemplaires, des protocoles et des recommandations relatives aux mesures de sécurité et à la logistique dans le contexte de la COVID-19 afin d’assurer la continuité des opérations.
* Le Fonds Rowe, qui accorde un soutien financier aux étudiants d'Amérique latine et des Caraïbes poursuivant des études aux États-Unis, a fourni des bourses d'urgence supplémentaires pour faire face aux difficultés financières entraînées par la pandémie.
* En partenariat avec des entreprises privées, l'OEA/SEDI a proposé des formations et des outils en ligne pour aider les microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME) à prospérer dans le contexte du commerce électronique. Un effort conjoint avec Facebook (désormais Meta) a permis de toucher quelque 85 000 MPME dans la région.
* Le programme de Centres pour le développement des petites entreprises des Caraïbes (SBDC) a permis de créer de nouvelles entreprises, d'accroître les ventes et de stimuler la croissance.
* Le Comité interaméricain du tourisme a organisé un dialogue politique au niveau ministériel afin de s’attaquer aux incidences de la pandémie sur les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie qui ont été durement touchés.

Dans l’exposé qu’elle a présenté après la vidéo, la Secrétaire exécutive a donné un aperçu des activités de l'OEA/SEDI dans plusieurs domaines, en commençant par les programmes soutenus par son Fonds de coopération pour le développement (FCD). Pour le cycle 2021-2024, le financement de démarrage du FCD aidera à renforcer la résilience dans 17 pays, dans les quatre domaines prioritaires que sont le renforcement des MPME grâce à l'innovation et à la technologie (Équateur, Honduras, Jamaïque, République dominicaine, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines), le recyclage professionnel innovant pour le relèvement du secteur du tourisme et les économies régionales (Dominique, Guyana, Uruguay), l'innovation scientifique et technologique pour le renforcement de la résilience (Argentine, Barbade, Costa Rica, Salvador, Pérou), et la science pour la prise de décision en matière de planification des risques de catastrophe (Bahamas).

Mme Osborne a encouragé davantage d'États membres à participer à CooperaNet, une plateforme en ligne où les pays peuvent dialoguer les uns avec les autres et partager leurs besoins et leurs offres de coopération. Elle a également passé en revue des exemples d'initiatives de coopération triangulaire, Sud-Sud et Nord-Sud mises en œuvre par le biais de l'OEA/SEDI, y compris par le biais de plusieurs réseaux interaméricains qui favorisent des échanges dans des domaines spécifiques tels que le travail, l'éducation et la compétitivité des MPME. L'OEA/SEDI offre également des bourses d'études, en partenariat avec les États membres et les institutions privées et a attribué près de 13 400 bourses d'études axées sur les besoins pour la période 2019-2021.

La Secrétaire exécutive a cité quelques-uns des nombreux partenaires des secteurs privé, universitaire et autres, qui ont collaboré avec l'OEA/SEDI. Parmi les États membres, elle a relevé quatre champions en matière de coopération, qui ont apporté un soutien important aux programmes de développement, par le biais de l'OEA/SEDI : les États-Unis, le Mexique, le Chili et le Brésil. Au nombre des autres grands contributeurs impliqués dans la coopération Sud-Sud figurent le Canada, la Colombie, le Costa Rica, le Pérou, l'Argentine et l'Uruguay.

La Secrétaire exécutive a encouragé les États membres à participer activement aux travaux de l'OEA/SEDI par le biais de CooperaNet et des différents réseaux interaméricains. Elle a également proposé d'établir des liens plus étroits entre les plans de coopération propres aux États membres et les travaux de l'OEA/SEDI, de resserrer les liens entre les efforts de coopération et la série de réunions des ministres organisées sous l’égide de l'OEA, et de définir des mécanismes clairs d'engagement en matière de coopération avec le secteur privé. Enfin, elle a appelé les États membres à revitaliser le financement du Fonds de coopération pour le développement (FCD) et à définir les modalités de contribution à ce fonds volontaire par les entreprises privées et d'autres partenaires.

1. **Deuxième séance plénière : Dialogue des hauts fonctionnaires des États membres de l'OEA**

La Présidente de la réunion, Karla de Palma, a expliqué au début de cette séance que le dialogue entre les hauts fonctionnaires participants comporterait deux volets : d'abord, une discussion sur le travail de fond de l'Agence interaméricaine pour la coopération et le développement et de son Conseil d'administration (CA/AICD), suivie d'un échange pratique sur la coopération.

Sur le premier point, la présidente a déclaré que l'objectif était de rendre le travail de l'AICD plus stratégique et mieux adapté aux besoins des pays, en créant trois groupes de travail, dont la participation serait ouverte à tous les États membres, lesquels feraient rapport au CA/AICD et se concentreraient sur des questions spécifiques.

* **Groupe de travail 1 : Le modèle actualisé du processus ministériel du CIDI et le rôle des autorités chargées de la coopération.** Ce groupe étudierait les moyens de mieux coordonner et aligner les efforts de coopération avec les différentes réunions des ministres tenues au niveau régional en matière de développement, qui sont coordonnées par l'OEA. Neuf de ces réunions périodiques de haut niveau relèvent de la compétence de l'OEA/CIDI (travail, éducation, science et technologie, culture, tourisme, développement durable, développement social, coopération et ports), et dans trois autres cas (compétitivité, MPME et énergie), l'OEA/SEDI fait office de secrétariat technique du processus.
* **Groupe de travail 2 :** **Financement de la coopération au développement dans le cadre de l'OEA/SEDI.** Ce groupe examinerait les stratégies visant à renforcer le Fonds de coopération pour le développement (FCD) de l'OEA ainsi qu’à mobiliser des fonds supplémentaires pour les activités de partenariat pour le développement. L'un des objectifs serait de développer un cadre de coopération entre l'AICD, les observateurs permanents et les autres États, ainsi que les organisations nationales et internationales et le secteur privé. Une autre question à examiner est de savoir si l'AICD devrait adhérer au Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, et à ses principes de Kampala visant à promouvoir un engagement du secteur privé.
* **Groupe de travail 3 : Le rôle de l'AICD dans le paysage de la coopération internationale au développement.** Ce groupe se concentrera sur la manière de diffuser plus efficacement les travaux de l'AICD et de positionner l'agence dans le cadre plus large de la coopération. Il s'agirait notamment d'explorer les moyens d'intégrer les résultats des programmes, projets et activités de coopération menés dans le cadre de l'AICD et du SEDI dans les plans de travail et les rapports des États membres.

En ce qui concerne le Groupe de travail 1, l'Ambassadeur Agustín Vásquez, Représentant permanent d'El Salvador près l'OEA, a fait référence aux réunions des ministres et des hauts fonctionnaires dans les différents secteurs comme une « valeur ajoutée » apportée par l'OEA. Il a soutenu l'idée d'établir une relation coordonnée et permanente entre chaque processus ministériel et le programme de coopération de l'OEA afin de produire des résultats durables qui pourraient contribuer au relèvement de la région après la pandémie.

Les groupes de travail ont été formellement établis lors de la réunion, et tout au long de l'après-midi et de la journée suivante, plusieurs États membres ont exprimé leur intérêt à siéger dans un ou plusieurs de ces groupes de travail, y compris l'Argentine, le Belize, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala et le Mexique.

La deuxième partie du dialogue a permis aux États membres de mettre en commun leurs expériences, leurs connaissances et leurs pratiques exemplaires en matière de coopération pour faire face aux défis actuels. De nombreux pays assument un double rôle, celui de bénéficiaire et celui de fournisseur d'aide au développement et de coopération technique. Les représentants de 21 États membres ont parlé de certains des domaines prioritaires dans lesquels ils ont besoin de soutien ou dans lesquels ils pourraient offrir leur coopération à d'autres pays. Certains se sont concentrés sur un ou deux domaines spécifiques auxquels ils pensent pouvoir contribuer de manière décisive, tandis que d'autres ont invité leurs homologues d'autres pays à examiner des catalogues d'offres de coopération technique. On trouvera ci-après quelques points saillants tirés de l’exposé de chaque pays, classés selon l’ordre des interventions.

La **GRENADE** a souligné le rôle critique des microentreprises, et petites et moyennes entreprises, ainsi que l'importance d'investir dans ce secteur. Oliver Joseph, Ministre des relations extérieures, des affaires internationales et des affaires de la CARICOM, a indiqué que son gouvernement a financé un mécanisme visant à soutenir les MPME, lesquels ont généralement du mal à obtenir des financements. Il a déclaré que l'une des priorités pour l'avenir sera de renforcer la résilience des MPME aux chocs futurs, notant que la Grenade accueillerait favorablement le soutien de l'OEA à cet égard. Les autres priorités comprennent l'accès aux chaînes d'approvisionnement, le soutien financier à la sécurité de l'emploi, l'amélioration de l'accès au financement du commerce, ainsi que la fourniture en temps utile d'informations précises sur les mesures relatives à la COVID-19.

Le **CHILI** a parlé de son expérience durement acquise en matière de réponse aux catastrophes, en tant que pays exposé aux tremblements de terre, aux tsunamis et aux volcans. Cristián Jara, Directeur général de l'Agence chilienne de coopération internationale au développement (AGCI) a déclaré que de telles crises ont préparé le Chili à répondre à la pandémie, et que le pays affiche l'un des taux de vaccination les plus élevés au monde. Il a noté que le Chili a travaillé en étroite collaboration avec le Japon et d'autres partenaires en matière de réponse aux catastrophes et que le pays offre de fournir une coopération technique dans ce domaine aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes anglophones. Il a également mentionné la nécessité pour les pays d'aborder les effets de la pandémie sur la santé mentale.

L'**URUGUAY** a identifié un certain nombre de possibilités actuelles de coopération Sud-Sud et triangulaire. Claudia Romano, Directrice de l'Agence uruguayenne de coopération internationale (AUCI), a souligné les points forts du pays dans des domaines tels que la démocratie et l'État de droit, et elle a proposé de fournir une coopération technique pour renforcer les institutions, développer des politiques publiques qui transcendent les administrations successives, promouvoir les services de gouvernement électronique et accroître la transparence du gouvernement. L'Uruguay a également proposé de partager ses bonnes pratiques dans des domaines tels que les énergies renouvelables et l'éducation, y compris les leçons qu'il a tirées d'un programme qui utilise des classes mobiles pour enseigner l'anglais aux élèves du primaire dans l’ensemble du pays.

Le **MEXIQUE** a fait remarquer qu'il figure au nombre des plus grands donateurs de fonds de coopération au sein de l'OEA et qu'il participe activement aux questions de développement aux Nations unies, en plaidant par exemple pour une approche multidimensionnelle du financement du développement, ainsi que pour un accès équitable aux vaccins contre la COVID-19. María Elena Alcaraz, coordinatrice des forums de coopération internationale pour le développement au sein de l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID), a décrit certains des vastes efforts de coopération du Mexique en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle a souligné que l'accent est toujours mis sur le potentiel de bénéficier aux personnes et d'améliorer leur bien-être, ainsi que d'induire un développement durable, inclusif et résilient, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le **PÉROU** a donné quelques exemples de la coopération technique qu'il propose dans la région, y compris un échange d'experts en gastronomie avec Sainte-Lucie ainsi que des projets visant à offrir un soutien technique à 14 pays des Caraïbes en matière de gestion des catastrophes naturelles. José Antonio González Norris, Directeur général de l'Agence péruvienne de coopération internationale (APCI), a souligné l'importance de participer au dialogue multilatéral, non seulement pour partager les réalisations, mais également pour tirer des enseignements des expériences moins réussies. Le Pérou dispose d’un catalogue en ligne dans lequel figurent des dizaines de programmes de coopération technique qu'il propose dans huit domaines thématiques, et il prévoit d'élargir ces efforts.

La **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** a mis en relief les progrès réalisés dans le cadre de son relèvement économique, lesquels ont induit une forte croissance du PIB en 2021 ainsi que le plein essor de l’industrie du tourisme, grâce en partie à un taux de vaccination de 100 % parmi les travailleurs de ce secteur. José Luis Morillo, Directeur de la coopération internationale au Ministère des relations extérieures, a fait remarquer que son gouvernement a agi promptement, en partenariat avec le secteur privé, pour remettre l'industrie du tourisme sur pied, et que le mois d’octobre 2021 a été le mois le plus fructueux jamais enregistré par le pays en matière de tourisme. Il a proposé de partager les enseignements tirés avec d'autres pays de la région.

En 2020, malgré la pandémie, la **COLOMBIE** a mis en œuvre plus de 100 projets de coopération avec des pays partenaires en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, selon les déclarations de Catalina Quintero, Directrice de l'offre de coopération internationale de l'Agence présidentielle pour la coopération internationale (APC). La Colombie s'est efforcée de documenter les pratiques exemplaires qui peuvent être reproduites et qui ont un fort potentiel d'impact. Les domaines identifiés pour la coopération comprennent les questions de sécurité, telles que la lutte contre le crime organisé, ainsi que la gestion des risques de catastrophes naturelles. La Colombie collabore également avec plusieurs pays des Caraïbes dans le cadre d'activités de coopération technique, culturelle, éducative et sportive.

Le **GUATEMALA** considère la coopération Sud-Sud et triangulaire comme une partie importante de ses relations avec le monde et met en œuvre des programmes de coopération par le biais du Secrétariat à la planification et à la programmation de la Présidence (SEGEPLAN). Franco Martínez Mont, sous-secrétaire à la coopération au développement et aux partenariats au sein de SEGEPLAN, a donné un aperçu du catalogue des pratiques exemplaires que le pays peut partager dans trois grands domaines : le développement social (20 pratiques), le développement économique (6) et le développement environnemental (9). Ces programmes, qui s'appuient sur l'expérience de 20 institutions gouvernementales, portent sur des domaines aussi divers que l'innovation agricole et le tourisme durable.

Le **COSTA RICA** a cité quelques exemples tirés de son catalogue interactif de coopération internationale dans des domaines tels que la protection et la conservation des forêts tropicales, y compris la gestion des feux de forêt, la production d'électricité propre et le renforcement des systèmes électoraux. Saskia Rodríguez Steichen, Directrice à la coopération au Ministère de la planification nationale et de la politique économique (MIDEPLAN), a expliqué que, pour chaque question, les internautes peuvent voir quels types d'assistance sont disponibles, par exemple ateliers, séminaires, formations ou services consultatifs, ainsi que d'autres types d'informations, tels que ceux concernant les impacts potentiels desdites questions ainsi les liens entre ces questions et les objectifs de développement durable.

Le **HONDURAS** a également attiré l'attention sur son catalogue de pratiques exemplaires, qui présente des possibilités de coopération dans cinq grands domaines : le développement économique et social, la santé, l'éducation, la migration, et le développement agricole et agro-industriel. Karen Alejandra Najarro Bonilla, sous-secrétaire d'État à la coopération et à la promotion internationales, a souligné l'importance de la solidarité et de la coopération à un moment où la pandémie a exacerbé les inégalités, par exemple, en raison de la fracture numérique entre les zones urbaines et rurales, et a créé de nouveaux défis dans les domaines des MPME, de l'éducation et de l'emploi des jeunes.

L'**ARGENTINE** a exprimé son engagement à contribuer au fonds de coopération de l'OEA et à renforcer le soutien aux bourses d'études. Dans ses remarques, Juan Ignacio Roccatagliata, responsable de la coopération multilatérale au sein de la Direction générale de la coopération internationale du Ministère des relations extérieures, a souligné l'importance des programmes scientifiques et technologiques, ainsi que celle des initiatives liés aux MPME, à l'environnement, à l'industrie touristique dans la région, durement touchée, et à l'économie dite orange, fondée sur les activités culturelles et créatives. En matière de santé, il a soulevé la problématique de l’accès équitable aux vaccins. L'Argentine a reçu des dons des États-Unis et du Canada et a également fait don de vaccins à plusieurs pays des Caraïbes.

Pour le **GUYANA**, les domaines prioritaires potentiels dans le cadre du relèvement du pays comprennent la gestion des risques de catastrophe, le soutien aux MPME, le financement du développement, et le renforcement des capacités, y compris par le biais de bourses d'études. Forbes July, Directeur du Département de la coopération internationale du Ministère des relations extérieures, a fait remarquer que la pandémie a aggravé les problèmes structurels de la région, tels que les fortes inégalités, la capacité fiscale limitée et la faible croissance. Il a souligné que le financement du développement doit tenir compte non seulement des revenus, mais aussi de facteurs tels que la vulnérabilité au changement climatique, afin que les pays puissent réagir aux crises sans compromettre leurs efforts de développement.

Le **BELIZE** a noté que plusieurs initiatives répertoriées sur CooperaNet sont alignées sur ses priorités nationales en vue du relèvement après la pandémie, y compris les efforts portant sur l'économie de la connaissance, l'économie virtuelle et l'économie numérique, le redressement économique et les MPME, l'éducation à l'ère numérique, le recyclage professionnel, et l'action et la résilience climatiques. Amalia Mai, Vice-ministre et Directrice générale du Ministère bélizien des relations extérieures, du commerce extérieur et de l'immigration, a souligné la nécessité de veiller à ce que ces initiatives bénéficient d'un financement suffisant et puissent être étendues. Elle a déclaré que le Belize éprouve un intérêt particulier pour l'expérience des États membres qui ont réussi à surmonter l'hésitation à se faire vacciner, ce qui s'est avéré être un obstacle dans son pays.

Les **ÉTATS-UNIS** ont annoncé un nouveau don à l'un des nombreux projets de développement qu'ils soutiennent par le biais de l'OEA/SEDI. Christina Bruff, conseillère en matière de coopération et de développement et chef de mission adjointe par intérim de la Mission permanente des États-Unis près l'OEA, a annoncé que les États-Unis s'engageront à verser 500 000 dollars supplémentaires à une nouvelle initiative dénommée Autonomisation économique des femmes pour des sociétés équitables et résilientes, ce qui porte le financement total des États-Unis pour ce projet à un million de dollars. Le projet soutient la participation des femmes à l'économie numérique et vise à créer des pôles d'innovation dans les pays de l’Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO), dans les Caraïbes et le Triangle Nord de l'Amérique centrale, afin de contribuer au relèvement économique de la région.

La **JAMAÏQUE** a présenté certaines des mesures qu'elle a prises pour répondre à la pandémie et apporter un soutien supplémentaire aux groupes vulnérables. Par exemple, elle a mis en œuvre le programme CARE, dont l'acronyme signifie Allocation de ressources aux employés dans le contexte de la COVID-19, afin d’atténuer les retombées économiques sur les particuliers et les entreprises. Delores Wade, Directrice de la coopération multilatérale à l'Institut de planification de la Jamaïque (PIOJ), a expliqué que le programme comprenait un volet de rachat pour aider les agriculteurs à vendre leurs produits. Elle a souligné que la Jamaïque a reçu un soutien essentiel de la part des organisations internationales, ainsi que du secteur privé, et elle a déclaré qu'elle attendait avec intérêt des échanges supplémentaires par le biais de CooperaNet.

Le **PANAMA** a décrit un programme de transfert de connaissances qu'il a mis en œuvre par le biais du Centre logistique régional pour l'aide humanitaire, qui est basé au Panama. Par le biais de réunions techniques, de webinaires et d'autres activités, le programme a couvert des questions liées à l'assistance, à la logistique et à la gestion des risques à l'ère de la COVID-19, à l'intention de centaines de participants dans la région méso-américaine, selon Margelia Palacios, Directrice par intérim de la coopération internationale au Ministère panaméen des relations extérieures (MIRE). Elle a également évoqué le catalogue des initiatives et des priorités de coopération du Panama en matière de parité hommes-femmes, d'autonomisation des femmes, et d'objectifs énergétiques et climatiques.

**HAÏTI** a attiré l'attention sur son besoin urgent de financement et de coopération technique au développement, d'autant plus que la pandémie de COVID-19 a exacerbé les vulnérabilités structurelles du pays. Les priorités du pays sont la lutte contre la pauvreté et le renforcement des secteurs de la santé et de l'énergie, selon Wilfrid Trenard, Directeur général du Ministère de la planification de la coopération extérieure. Il a déclaré que la coopération Sud-Sud sera essentielle au relèvement d'Haïti après la pandémie, ajoutant que les pays ne gagneront jamais la bataille s'ils ne luttent pas ensemble et dans la solidarité. Haïti devra également mobiliser des financements auprès du secteur privé, a-t-il noté.

Le **PARAGUAY** a établi des relations de coopération avec de nombreux pays de la région et souhaite nouer des liens avec d'autres pays, notamment dans les Caraïbes. Cynthia Filártiga Lacroix, Directrice de la coopération internationale du Ministère des relations extérieures, a déclaré que les domaines dans lesquels le Paraguay offre une coopération Sud-Sud comprennent les droits humains et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les énergies renouvelables, l'inclusion économique et le développement social, le tourisme rural, et les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Elle a souligné que la coopération internationale est essentielle pour un pays en développement comme le Paraguay, et il a rappelé sa riche histoire à cet égard au sein du Mercosur.

L'**ÉQUATEUR** propose des initiatives de coopération par l'intermédiaire de plus d'une douzaine d'institutions gouvernementales. Son catalogue de pratiques exemplaires comprend 64 expériences réussies, qui sont alignées sur 16 des 17 ODD, selon Iván Palacios, Directeur de la coopération internationale bilatérale, multilatérale et Sud-Sud au Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine. En outre, dans le cadre d'un programme d'échange de dettes avec l'Italie, mis en œuvre en 2019, l'Équateur a pu mettre en place un fonds de coopération Sud-Sud et triangulaire. Ce fonds lui a permis de soutenir des projets dans des domaines tels que la conservation des écosystèmes, la gestion intégrée des déchets, le renforcement institutionnel et le tourisme.

Le **BRÉSIL** a annoncé qu'il prévoyait de fournir un financement supplémentaire de 200 000 USD par le biais de l'Agence brésilienne de coopération (ABC), qui fournit une formation et une assistance technique ciblée. Au nom de Ruy Carlos Pereira, Directeur de l'ABC, la délégation brésilienne a indiqué que les nouveaux financements viseront à répondre principalement aux besoins de relèvement après la pandémie dans la région des Caraïbes. Il a fait remarquer que le Brésil a également apporté son soutien au Centre logistique régional pour l'aide humanitaire, situé au Panama, et qu'il est toujours prêt à examiner les demandes d'autres pays pour soutenir les initiatives de coopération au développement.

**El SALVADOR** a décrit plusieurs de ses initiatives visant à faire face aux besoins immédiats de la population en réponse à la pandémie, ainsi que d'autres initiatives visant à créer des emplois, à promouvoir un programme numérique et à renforcer le secteur agricole. L'Agence présidentielle pour la coopération internationale (ESCO), créée en 2020, propose désormais 136 projets de coopération liés à l'innovation, l'énergie, la santé, l'éducation et d'autres secteurs, selon la Directrice générale Karla de Palma. Elle a souligné les programmes visant à promouvoir l'entrepreneuriat chez les femmes, à fournir des subventions aux MPME et à créer des centres de développement pour les microentreprises et petites entreprises.

1. **Troisième séance plénière**

Cette séance a examiné le potentiel de renforcement des liens dans le cadre des efforts de coopération entre l'OEA et les institutions régionales ou sous-régionales ayant des mandats similaires. Les représentants de quatre institutions ont discuté de l'importance d'approfondir le dialogue multilatéral, de partager les pratiques exemplaires et d'établir des mécanismes de coordination afin de soutenir et de compléter les efforts de chacun.

Les participants ont d'abord entendu Olaya Dotel, Vice-ministre de la coopération internationale de la République dominicaine, qui a évoqué les possibilités d’une coordination plus étroite entre l'AICD et le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB). En tant que pays hôte du prochain Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement, la République dominicaine assure actuellement le secrétariat *pro tempore* de son processus des Sommets. La Conférence ibéro-américaine réunit les pays hispanophones et lusophones d'Amérique latine, ainsi que l'Espagne, le Portugal et Andorre.

Les participants ont également entendu Esteban Penrod Padilla, Directeur de la coopération internationale au Ministère des relations extérieures et du culte du Costa Rica, qui préside le Conseil d'administration du Comité de coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Il a évoqué certaines des questions clés débattues au sein du comité qu'il préside, notamment l'importance du financement de la coopération et les critères allant au-delà du PIB, qui devraient être pris en compte pour mesurer le développement.

En tant que président sortant du programme ibéro-américain de renforcement de la coopération Sud-Sud, l'Argentine s'apprêtant à céder la présidence au Chili, Juan Ignacio Roccatagliata a souligné l'intérêt de travailler plus étroitement avec l'OEA et d'autres institutions impliquées dans la coopération pour le développement dans les Amériques.

Enfin, les participants ont entendu Jorge Ricardo Torres Rueda, coordinateur de la coopération multilatérale au Ministère colombien des relations extérieures et Président *pro tempore* de l'Alliance du Pacifique. Il a évoqué certaines des activités de coopération soutenues par les quatre membres de l'Alliance du Pacifique, la Colombie, le Chili, le Mexique et le Pérou, ainsi que la nécessité de renforcer l'intégration alors que la région se remet des effets socio-économiques de la pandémie.

La Présidente de la réunion, Karla de Palma, a conclu la séance, et le premier jour de la réunion, en rappelant l'importance de trouver de nouveaux moyens de coordonner et de compléter les efforts déployés par ces organisations ainsi que d'autres organisations multilatérales afin d’atteindre les objectifs communs de la région.

1. **Quatrième séance plénière**

Le second jour de la Troisième Réunion spécialisée des hauts fonctionnaires chargés de la coopération a vu la participation d'un large éventail de partenaires, y compris des États observateurs permanents de l'OEA, d'autres organisations internationales, des fondations philanthropiques, des représentants du secteur privé, du monde universitaire et d'autres acteurs du développement, qui ont discuté des moyens concrets de contribuer au travail de l'OEA/SEDI dans le processus de relèvement de la région.

La séance a débuté par un exposé de Ragnheiður Elín Árnadóttir, Directrice du Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui a résumé certains des défis auxquels les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont confrontés alors qu'ils cherchent à rebondir après une crise aux multiples facettes.

S'appuyant sur le rapport *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2021*, que son organisation avait lancé la veille, Mme Árnadóttir a souligné la nécessité pour les gouvernements de prendre plusieurs mesures clés pour améliorer les finances publiques afin de soutenir l'investissement productif et les dépenses sociales, de développer des systèmes de protection sociale plus solides, d’élaborer une stratégie de production régionale afin d’accroître la compétitivité, et d’établir un consensus dans la société quant aux réformes nécessaires au relèvement. Toutefois, a-t-elle ajouté, les solutions nationales ne suffisent pas. Elle a appelé à une coopération internationale renforcée et de meilleure qualité, ainsi qu'à des partenariats efficaces et axés sur des mandats, afin de faire un meilleur usage de toutes les ressources et d'obtenir des résultats mesurables.

Le reste de la séance a servi à mettre l'accent sur certains des partenaires qui permettent à l'OEA/SEDI de mener à bien ses travaux. L’animatrice de la séance, Christina Bruff, de la Mission permanente des États-Unis près l'OEA, qui assume la vice-présidence du Conseil d'administration de l'AICD, a expliqué que ce format novateur reconnaît que la réalisation d'un développement intégré du continent réclame une responsabilité et une collaboration collectives. On trouvera ci-après un résumé succinct des exposés, dans l'ordre dans lequel ils ont été présentés.

1. **Représentants des États observateurs permanents près l'OEA**

**FRANCE :** Slim Dali, de l'Agence Française de Développement (AFD), a souligné le rôle de l'agence en tant que l'un des plus grands donateurs de la région et une source majeure de financement climatique. Entre 2018 et 2020, ses engagements en matière d'action climatique en Amérique latine se sont élevés en moyenne à près d'un milliard d'euros par an et comprenaient un soutien à un projet multi-pays visant à promouvoir une décarbonisation profonde.

**ITALIE :** Rappelant la longue relation de l'Italie avec l'OEA, Roberto Colaminè, Directeur général adjoint pour la coopération au développement du Ministère des relations extérieures et de la coopération internationale, a souligné que le multilatéralisme sera la clé des efforts déployés par les pays pour remettre sur les rails le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il a noté qu'en 2021, alors que l'Italie assurait la présidence du G20, cette instance de concertation a tenu sa toute première réunion des ministres du développement du G20.

**SUÈDE :** En réponse aux besoins pressants de la région, la Suède a adopté une stratégie visant à apporter un soutien renforcé. S'exprimant au nom de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA), Karin Metell Cueva, conseillère à l'Ambassade de Suède à Bogota et responsable de la coopération régionale au développement en Amérique latine, a déclaré que ces nouveaux efforts porteront sur trois grands domaines : les droits humains, la démocratie, l'État de droit et la parité hommes-femmes ; l'environnement, le climat et l'utilisation durable des ressources ; ainsi que la migration et le développement.

**ESPAGNE :** Laura Oroz Ulibarri, Directrice de la coopération avec l'Amérique latine et les Caraïbes à l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), a noté l'impact de la pandémie sur de multiples fronts et a déclaré que l'AECID se concentrera sur les trois lignes d'action clés ci-après : le renforcement des systèmes de santé, le soutien à la transition écologique et le renforcement des protections pour les populations les plus vulnérables de la région. Elle a déclaré que depuis 2006, l'AECID a contribué à hauteur de quelque 170 millions d'euros pour soutenir des projets de coopération par l’intermédiaire de l'OEA.

1. **Représentants des fondations**

*Intervenants :*

* *Son Altesse Royale l'Infante Doña Cristina, Directrice de la division internationale de la fondation « La Caixa »*
* *Teresa Burelli, responsable des partenariats internationaux à la fondation BBVA Microfinance en Espagne*
* *Olga Angélica Alarcón, Directrice de la fondation Telefónica Chili*
* *Alexandra Haas, Directrice exécutive d’Oxfam Mexique*

La **fondation** espagnole « **la Caixa »** a déclaré qu'elle espérait travailler avec l'OEA pour soutenir le développement des entreprises et l'entrepreneuriat axés sur l'innovation, ainsi que la parité hommes-femmes sur le marché du travail, conformément au programme Work4Progress de la fondation, mis en œuvre au Pérou, au Mozambique et en Inde.

La **fondation BBVA Microfinance** a déclaré qu'elle allait étudier la possibilité de soutenir les initiatives de l'OEA/SEDI visant à numériser les MPME au Panama et en République dominicaine, ainsi que le programme d'autonomisation économique des femmes.

La **fondation Telefónica**, partenaire de la fondation « la Caixa » dans le programme d'éducation numérique ProFuturo, prévoit de continuer à travailler avec l'OEA. Elle s'est montrée intéressée par l'idée d'explorer plus avant une collaboration plus poussée dans le domaine de l'excellence dans l’enseignement par le biais du Réseau interaméricain de formation des enseignants (ITEN).

**Oxfam** a souligné l'importance de s'attaquer aux inégalités dans la région, notant que les femmes et d'autres groupes défavorisés ont ressenti un impact disproportionné de la pandémie, et il a exprimé son intérêt à explorer les synergies avec le travail mené par l'OEA/SEDI.

1. **Représentants d'autres organismes régionaux et internationaux**

*Intervenants :*

* *Dr Godfrey C. Xuereb, chef du Bureau de la coopération avec les pays et sous-régions, OPS/OMS*
* *Alcides Andrade, responsable de la structuration chargé des secteurs non souverains et public-privé, Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE)*
* *Allyson Francis, spécialiste des services, Agence de développement des exportations des Caraïbes (CEDA)*
* *Marcos Regis da Silva, Directeur exécutif, Institut interaméricain de recherche sur les changements planétaires (IAI)*

L'**Organisation panaméricaine de la Santé (OPS)**, une organisation sœur de l'OEA, a passé en revue certains de ses efforts dans la région tout au long de la pandémie et a parlé de la nécessité d'accélérer l'accès aux vaccins, d'accroître la capacité de fabrication de vaccins et d'investir dans des systèmes de santé résilients. L’animatrice de la séance, Christina Bruff, a fait remarquer que si l'OEA ne travaille pas directement sur les questions de santé, il existe des possibilités de travailler avec l'OPS dans des domaines connexes qui affectent le système de santé, y compris l'éducation ainsi que la science et la technologie.

La **Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE**) a rendu compte des efforts qu'elle a déployés pour faciliter le financement des MPME en Amérique centrale afin de contribuer à répondre à leurs besoins découlant non seulement de la pandémie mais aussi des effets néfastes du climat, y compris la saison des ouragans de plus en plus dévastatrice.

L'**Agence de développement des exportations des Caraïbes (CEDA**), qui dessert les pays du Forum des Caraïbes, a exprimé son intérêt à approfondir son partenariat avec l'OEA. Les domaines de collaboration possibles comprennent le renforcement de la résilience du secteur privé, la création d'emplois de qualité et la stimulation de la numérisation dans les Caraïbes.

L'**Institut interaméricain de recherche sur les changements planétaires (IAI)**, un partenaire actuel de l'OEA, souhaite étendre sa collaboration en soutenant des initiatives liées à l'éducation des jeunes, à la gestion des risques de catastrophe et à l'adaptation au changement climatique, ainsi qu'à la gestion transfrontalière des ressources en eau.

1. **Représentants du secteur privé**

*Intervenants :*

* *Pedro Less Andrade, Vice-président chargé de la politique publique pour l'Amérique latine, Meta/Facebook*
* *Jeffrey Kratz, Directeur général, responsable régional des ventes internationales pour l'Amérique latine, le Canada et les Caraïbes, Amazon Web Services*
* *Andres Serrano, Directeur général, Structuralia*
* *Carlos Domínguez Ródenas, Directeur, École de commerce Formato Educativo*

**Meta/Facebook** poursuit son partenariat avec l'OEA en proposant un programme régional d'éducation à la réalité augmentée, destiné aux créateurs de contenu tant émergents que professionnels. Ce programme sera proposé sous l'égide de l'Académie des jeunes sur les technologies transformatrices pour les Amériques, officiellement lancée en décembre 2021.

**Amazon Web Services**, qui a soutenu l'OEA en matière de réduction des risques de catastrophe et de réponse à ces risques, élargira sa collaboration, en se concentrant sur la technologie du cloud en tant que moteur de la transformation numérique et de la croissance économique. Et comme outil pour fournir des services centrés sur le citoyen, promouvoir la démocratie, la transparence, les droits humains, la sécurité et le développement.

**Structuralia,** une école d'apprentissage en ligne spécialisée dans les domaines de l'infrastructure, de la construction, de l'énergie et de l'ingénierie, collabore depuis longtemps avec l'OEA par le biais de son programme de bourses d'études. Elle a proposé d'apporter son soutien à l'Académie des jeunes sur les technologies transformatrices, grâce à son personnel d'experts et à son vaste catalogue de cours.

**Formato Educativo (FE)**, une école de commerce espagnole, travaille en partenariat avec le programme de bourses de l'OEA et a fourni quelque 1 300 bourses depuis le début de la pandémie afin d'aider à stimuler le relèvement économique. FE a proposé de faciliter la mise en place de programmes de maîtrise dans la région, en les adaptant aux priorités de développement des pays.

1. **Représentants du monde universitaire et du secteur social**

*Intervenants :*

* *Shelli Brunswick, Directrice des opérations, Space Foundation*
* *Ronda Železný-Green, responsable mondial, formation et apprentissage en ligne, Internet Society*
* *Jim Chung, Vice-président associé pour la recherche, l'innovation et l'entrepreneuriat, Université George Washington*
* *Silvia Patricia Mora Castro, Directrice des pôles mondiaux d’innovation (Global Innovation HUBS), Institut de technologie de Monterrey*
* *Diana Salazar, cofondatrice de Geek Girls LatAm*
* *Natacha De Paola, professeure de génie biomédicale, Directrice du Centre de recherche et d'enseignement de l'Illinois Tech Digital Medical Engineering & Technology (IDMET), Illinois Institute of Technology*
* *Jorge Vanegas, doyen de l'école d'architecture et professeur d'architecture et d'ingénierie civile et environnementale, Texas A&M University*

**Space Foundation**, organisation à but non lucratif basée aux États-Unis, a évoqué plusieurs possibilités de partenariat avec l'OEA en matière de formation aux STIM pour l'espace, par le biais de l'Académie des jeunes sur les technologies transformatrices, du Réseau interaméricain de formation des enseignants, du Programme d'autonomisation économique des femmes, et d'initiatives d'éducation numérique.

Une autre organisation à but non lucratif, l'**Internet Society**, a exprimé son intérêt à participer à quatre projets par le biais de l'OEA/SEDI et à les soutenir. Il s’agit de deux projets conçus pour soutenir les technologies transformatrices, d’un projet pour mettre en place des laboratoires d'innovation (Talento 4.0), et d’un quatrième projet pour accroître les possibilités d'éducation pour les personnes handicapées.

L'**Université George Washington**, citant son expérience dans la commercialisation des technologies, a exprimé son intérêt pour un partenariat concernant deux initiatives de l’OEA/SEDI : le HUB sur l'innovation, l'entrepreneuriat, le transfert et la commercialisation de technologies pour les Amériques, ainsi que les centres d'excellence de Prospecta Americas sur les technologies transformatrices.

Le transfert de technologies et l'entrepreneuriat à vocation scientifique sont également des domaines d'intérêt pour le **Monterrey Institute of Technology** au Mexique, une université privée qui promeut des possibilités pour les chercheurs et les entrepreneurs en Amérique latine, grâce à ses pôles mondiaux d’innovation (Global Innovation HUBS).

L'organisation non gouvernementale **Geek Girls LatAm** est intéressée par une collaboration avec l'OEA/SEDI pour fournir une formation aux compétences numériques pour les filles et les femmesdans le cadre du programme d'autonomisation économique des femmes.

L'**Illinois Institute of Technology** a proposé un partenariat avec l'OEA/SEDI pour fournir une formation aux outils numériques avancés, utilisés pour gérer les questions complexes dans une série de domaines liés aux STEM, allant de l'aviation aux dispositifs médicaux.

L'**Université Texas A&M,** partenaire de longue date de l'OEA, souhaite accroître son soutien aux initiatives dans le domaine de l'économie de la connaissance, de l'économie virtuelle et de l'économie numérique, par l'intermédiaire de l'Institut panaméricain d'innovation et d'entrepreneuriat en ingénierie (PAIIE), qui est en train d'être redynamisé et qui bénéficie du soutien logistique de Texas A&M.

Les représentants de plusieurs États membres ont pris la parole au cours de l'après-midi pour exprimer leur appréciation pour le contenu des exposés ainsi que la générosité des offres de coopération des partenaires. Le Brésil a affirmé l'importance de travailler avec le secteur privé, tandis que le Panama a applaudi l'accent mis sur les multiples dimensions du développement et l'implication de multiples acteurs. El Salvador a exhorté les États membres à unir leurs efforts pour traduire les paroles en actes, sous la forme de projets concrets et efficaces susceptibles d’induire des changements.

L’Ambassadeur W.J. Phillips-Spencer, Représentant permanent de la Trinité-et-Tobago près l'OEA, a affirmé l'engagement de son pays envers le pilier du développement intégré de l'OEA et a déclaré attendre avec intérêt de promouvoir de nouvelles possibilités de coopération avec certaines des organisations qui ont présenté des exposés. Haïti, le Belize et la Jamaïque ont également exprimé leur intention de s'appuyer sur les progrès réalisés lors de la réunion.

Avant de clore la Troisième Réunion spécialisée des hauts fonctionnaires chargés de la coopération, le rapporteur a récapitulé les offres de coopération et de partenariat présentées par les États membres et les autres participants.

La Présidente de la réunion, Karla de Palma, a ensuite évoqué les prochaines étapes pour le Conseil d'administration de l'AICD. Elle a rappelé aux États membres la création de groupes de travail sur trois questions : le processus ministériel du CIDI et le rôle des autorités chargées de la coopération dans la région ; le financement de la coopération au développement dans le cadre de l'OEA/SEDI ; et le rôle de l'AICD dans le paysage de la coopération internationale au développement. Elle a noté que les États membres ont encore la possibilité de se joindre à la discussion sur ces questions et a ajouté que l'AICD les contactera dans les semaines à venir pour discuter de la méthodologie à suivre.

 Dans son discours de clôture, la Secrétaire exécutive de l'OEA/SEDI, Kim Osborne, a exprimé sa gratitude envers tous les participants qui se sont mobilisés pour proposer des solutions pratiques répondant aux besoins des États membres. Le concept de partenariat pour le développement est plus important que jamais à l'heure actuelle dans la région, a-t-elle déclaré, notant qu'aucun pays n'est ni trop grand, ni trop petit, pour fournir ou accepter une offre de coopération.

CIDI04846F04